

# HISTOIRE



# 1

## L'historien et les mémoires de la Deuxième Guerre mondiale en France

**Les problématiques** Quand et comment les différentes mémoires se sont-elles construites après la Deuxième Guerre mondiale ? Quel a été le rôle des artistes ? Comment travaillent les historiens ?

**Les chapitres du programme de Première** La Deuxième Guerre mondiale

### 1. Des mémoires qui s'opposent

#### ■ Le temps de l'union « résistancialiste »

Des années 1940 aux années 1970, la mémoire d'une France majoritairement résistante s'impose, refusant la responsabilité collective de la France et de la République dans la collaboration et la participation à la « solution finale ».

#### ■ Vichy « un passé qui ne passe pas »

« Le mythe du bouclier » est présenté par la droite revenue au pouvoir dans les années 1950 : la France aurait eu pour se défendre l'épée, tenue par De Gaulle, et le bouclier, tenu par Pétain, pour protéger la France. La responsabilité des crimes de l'Occupation est rejetée sur les nazis et quelques traîtres.

► **Mémoire et histoire** : ce sont deux représentations différentes du passé. L'histoire est une reconstruction savante et incomplète, qui se veut objective et à vocation universelle alors que la mémoire est subjective, affective et un lien avec le passé.

► **Résistancialisme** : le fait de mettre en avant les actions de la Résistance pendant l'Occupation.

► **Commémoration** : cérémonie officielle pour garder la mémoire d'un événement exemplaire de l'histoire collective.

### 2. Historiens et artistes réveillent l'opinion

#### ■ Le rôle des artistes

Dès 1963, Jean Ferrat chante *Nuit et Brouillard*. Le cinéma exalte l'héroïsme des résistants (*La Bataille du rail*, 1946) ou rapporte les horreurs de la déportation (*Nuit et Brouillard*, 1956).

Le film de Marcel Ophuls, *Le Chagrin et la Pitié* (1971), marque un tournant, et démythifie l'image d'une France uniquement résistante.

#### ■ Le travail des historiens

Jusque dans les années 1970, les travaux des historiens étaient surtout consacrés à la Résistance (une exception : Robert Aron, *L'Histoire de Vichy*, 1954).

L'universitaire américain Paxton publie *La France de Vichy* en 1973. Il démontre que Vichy a voulu la politique de collaboration avec l'occupant, et participé à la persécution des juifs. Depuis, les délais d'ouverture des archives ayant été réduits à 25 ans en 1997-2000, l'Occupation devient l'objet de nombreux travaux d'historiens.

#### 📺 Le point sur : Les cinéastes et les mémoires

- *La Bataille du rail*, René Clément, 1946
- *Nuit et Brouillard*, Alain Resnais, 1955
- *Paris brûle-t-il ?* René Clément, 1966
- *L'Armée des ombres*, Jean-Pierre Melville, 1969
- *Le Chagrin et la Pitié*, Marcel Ophuls, 1971

- *Lacombe Lucien*, Louis Malle, 1974
- *Le Dernier Métro*, François Truffaut, 1980
- *Monsieur Batignole*, Gérard Jugnot, 2002
- *Indigènes*, Rachid Bouchareb, 2006
- *Un village français*, Lucien Tribot, 2009, série télévisée.

### 3. La lente renaissance d'une mémoire juive

#### ■ Une mémoire effacée après la guerre

La mémoire patriotique de la déportation regroupe toutes les victimes du nazisme sans distinction. Le caractère spécifique du génocide, 75 000 juifs de France ont péri, et la responsabilité de l'État français sont gommés.

Le procès à Jérusalem d'Adolf Eichmann en 1961 provoque chez les juifs du monde entier une prise de conscience. Les survivants sont alors de plus en plus nombreux à témoigner (Simone Veil).

Des associations comme l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF) créée en 1979 par Beate et Serge Klarsfeld) organisent la traque des nazis et obtiennent l'ouverture de procès pour crime contre l'humanité (procès Barbie 1987). Le film documentaire *Shoah* de Claude Lanzmann (1985), provoque un véritable choc.

▸ **Shoah (« catastrophe »)** : terme hébreu pour parler du génocide des juifs. Les 2/3 de la population juive européenne sont morts,

soit plus de 5 millions de personnes, pendant la Deuxième Guerre mondiale.

### 4. La reconnaissance officielle par la France des crimes commis par l'État français

#### ■ Les procès

Les procès pour crime contre l'humanité sont organisés : René Bousquet (préfet de la Marne) assassiné en 1993 à quelques mois de son procès, Paul Touvier (milicien) jugé en 1994, Klaus Barbie chef de la Gestapo lyonnaise en 1997, Maurice Papon, sous-préfet de Bordeaux pendant l'Occupation, en 1998.

#### ■ Les commémorations

Une journée de commémoration des « persécutions racistes et antisémites » est instaurée le 16 juillet 1993, date anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv' (1942). En 1995,

Jacques Chirac dans un discours solennel, reconnaît la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy. En 2005 est inauguré à Paris le Mémorial de la *Shoah* avec le « Mur des noms » des 76 000 déportés.

#### ■ Les lois mémorielles

Les historiens se mobilisent (P. Vidal-Naquet, *L'Anatomie d'un mensonge*, 1980) contre le négationnisme antisioniste qui nie l'existence des chambres à gaz et la « solution finale ».

La loi Gayssot (1990) condamne tout propos négationniste. La mission Mattéoli (1997) est chargée de mettre à jour les spoliations des biens juifs et d'indemniser les familles.

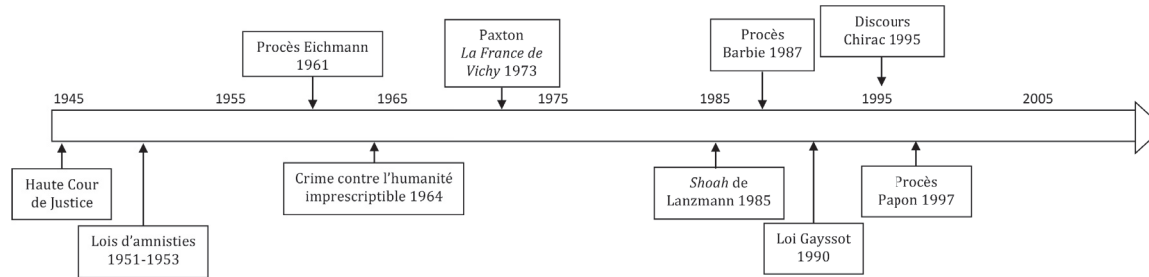
▸ **Négationnisme et révisionnisme** : ensemble de théories niant l'existence du génocide des juifs ayant eu lieu pendant la Deuxième Guerre mondiale.

écrire une vérité officielle et à organiser la répression pour ceux qui la conteste.

▸ **Lois mémorielles** : lois votées par le Parlement pour visant à

▸ **Amnistie** : notion de droit qui décide de l'oubli de certaines fautes commises dans le passé.

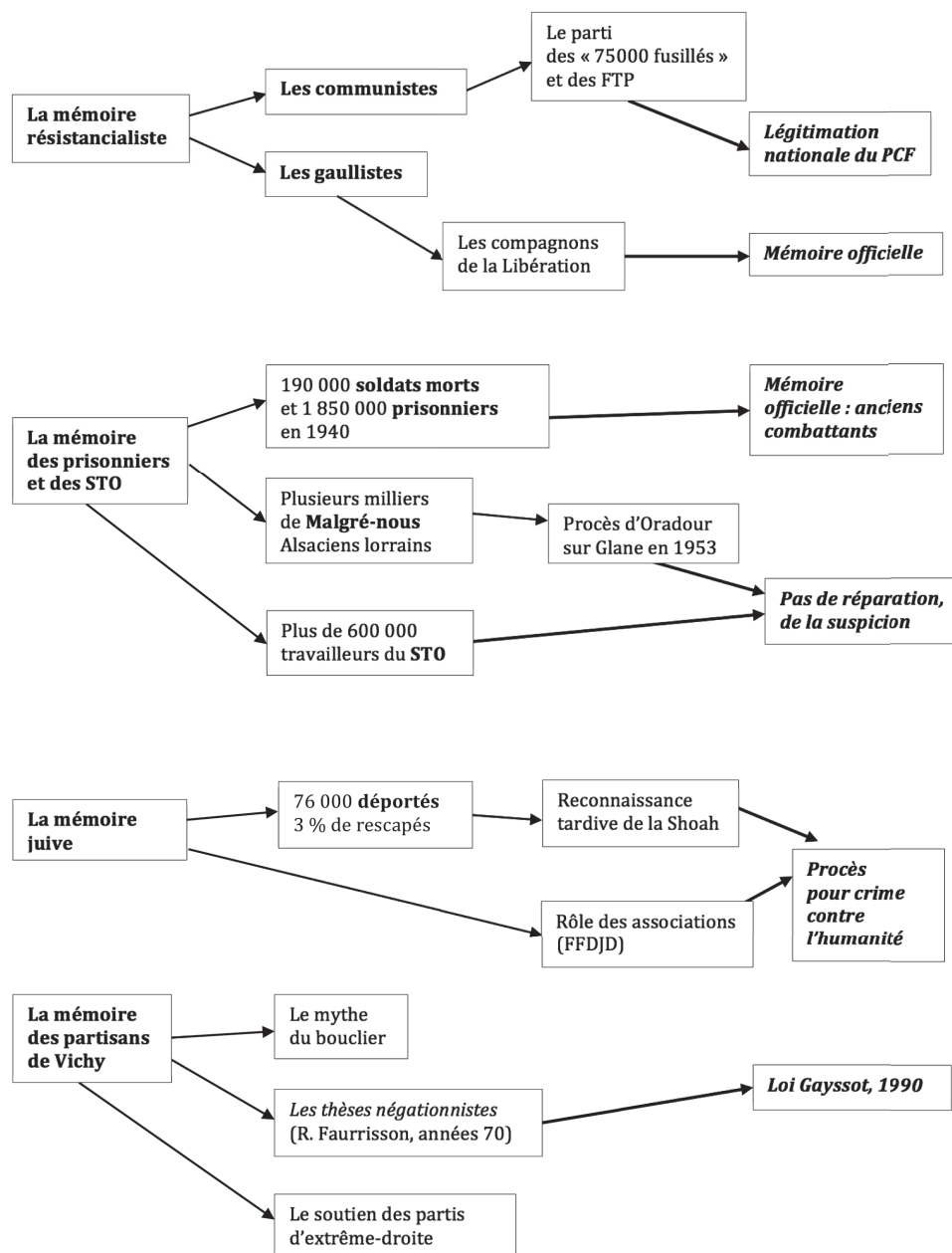
### Mémoires de la Deuxième Guerre mondiale



### Les commémorations de la Deuxième Guerre mondiale

	Événement	Commémoration
Mémoire résistancialiste	1964, Jean Moulin au Panthéon	<ul style="list-style-type: none"> <li>► 8 mai (armistice, férié depuis 1981)</li> <li>► Concours de la Résistance depuis 1950</li> <li>► Appel du 18 juin, cérémonie chaque année au Mont Valérien</li> </ul>
Mémoire juive	1995 : discours J. Chirac 2005 : Mémorial de la Shoah et Mur des noms	<ul style="list-style-type: none"> <li>► 27 janvier (découverte des camps, journée internationale)</li> <li>► 16 juillet (rafle du Vel d'Hiv)</li> </ul>

## Les différentes mémoires de la Deuxième Guerre mondiale



## Étude critique de deux documents d'histoire (1)

**Le sujet** *La mémoire de l'Occupation à travers des extraits de manuels scolaires.*

► Document 1 **Extraits d'un manuel scolaire de 1964**

« La défaite de la France entraîna la fin de la III<sup>e</sup> République. Un nouveau gouvernement, dont le maréchal Pétain était le chef, s'installa à Vichy.

À la suite de l'invasion, les armées allemandes sont demeurées en France ; les Allemands étaient les maîtres chez nous. Ils réquisitionnaient le blé, les pommes de terre, le bétail, qu'ils expédiaient en Allemagne. Nos usines devaient travailler pour eux ; des milliers d'ouvriers français furent emmenés pour travailler dans les usines allemandes [...].

La majorité des Français refusaient d'obéir aux Allemands et de les aider. Beaucoup de patriotes décidèrent de leur résister. Ils sabotèrent le travail dans

les usines ; ils se cachèrent pour ne pas aller travailler en Allemagne.

Poursuivis par la police allemande, la Gestapo, les résistants se réfugiaient dans le maquis, c'est-à-dire les forêts et les montagnes ; on les appelait les maquisards. À l'aide de la radio, ils renseignaient les Alliés. Mais quand la Gestapo les arrêtait, elle les torturait, les fusillait ou bien les déportait dans des camps de concentration, à Dachau, Auschwitz. Il y eut de véritables massacres, comme à Oradour ».

Source : *Histoire de France et des Français*.  
Cours moyen, 1964.

► Document 2 **Extraits d'un manuel scolaire de 1997**

« Les Français vivent, durant ces quatre années, sous l'occupation allemande. Ils connaissent alors une période très dure : privations pour tous, arrestation, déportation et souvent la mort pour ceux qui résistent. Les juifs déportés dans des camps de concentration sont exterminés.

Durant ces épreuves, la plus grande partie de la population cherche avant tout à survivre. Il faut se procurer de la nourriture, des vêtements, du charbon

pour se chauffer, toutes choses qui sont devenues très rares du fait de la guerre.

Pendant que certains, comme le maréchal Pétain, collaborent avec l'occupant nazi et se mettent à son service – et même combattent sous l'uniforme allemand – d'autres résistent ».

Source : *Histoire*. Cycle 3. Nathan, 1997.

**Consigne** *À partir de l'étude critique de ces deux documents, vous analyserez les mémoires de la Deuxième Guerre mondiale et leur évolution depuis 1945 en France.*

1. **N'oubliez pas de rappeler le contexte** en vous appuyant sur vos connaissances.
2. **Les documents** : vous devez les présenter rapidement en émettant des hypothèses sur les auteurs et sur le public auxquels ils sont destinés. ils doivent être étudiés de façon parallèle et non l'un après l'autre. Il faut mettre en valeur leurs points communs puis leurs différences, ce qui montrera l'évolution demandée par le sujet. N'hésitez pas à faire des citations.
3. **La problématique** : pour étudier deux documents, il faut d'abord tenir compte du sujet et donc de la question posée : quelle mémoire des années de l'Occupation a-t-elle enseignée aux enfants de la République française après 1945 ?
4. **La conclusion** en une ou plusieurs courtes phrases doit répondre à cette question.
5. **Vos connaissances** : elles vont servir à expliquer et argumenter, à donner du contenu à votre réponse.

### ► Proposition de correction

Les documents sont des extraits de textes de manuels scolaires, l'un de 1964, l'autre de 1997. Ils sont destinés tous les deux à des élèves de Primaire du même niveau, cours moyen ou cycle trois. Ils expliquent ce qui s'est passé pendant les années de l'occupation allemande en France de 1940 à 1944. Ils ont sans doute été écrit par des historiens.

Quelle mémoire des années de l'Occupation a été enseignée aux enfants de la République française après 1945 ? Cette mémoire a-t-elle connu des changements ?

Dans les deux documents, il est question de la vie quotidienne, des réquisitions *le blé, les pommes de terre, le bétail* et du travail obligatoire (*des milliers d'ouvriers français furent emmenés pour travailler dans les usines allemandes*). La déportation est aussi évoquée *camps de concentration, à Dachau, Auschwitz*. Vichy et Pétain sont aussi abordés rapidement dans le 1<sup>er</sup> document *le maréchal Pétain était le chef, s'installa à Vichy*, en dénonçant la collaboration dans le second *le maréchal Pétain, collabore[nt] avec l'occupant nazi*.

Les différences cependant sont importantes. Dans le 1<sup>er</sup> document *la majorité des Français refusaient d'obéir aux Allemands*, les Français sont présentés comme majoritairement résistants et les camps de déportation leur sont destinés. Dans le second texte, les Français sont davantage attentistes *ils connaissent alors une période très dure*. Et surtout la déportation des juifs et l'extermination est dénoncée.

C'est le contexte historique qui explique ces profondes différences. En 1964, De Gaulle est revenu au pouvoir, la mémoire résistancialiste est dominante, les cendres

de Jean Moulin entrent au Panthéon, Vichy est une parenthèse qui ne concerne pas la République, il est aussi important d'effacer la défaite de juin 40.

Ainsi dans les manuels d'histoire, a longtemps été enseigné une « vérité » historique exaltant la Résistance. Les responsables politiques veulent éviter de raviver les divisions afin d'assurer l'unité de la nation. Les générations qui ont vécu la guerre aspirent à l'oubli.

En 1997, la *Shoah* est un fait reconnu, les rescapés ont commencé à témoigner. Vichy est un régime collaborationniste et en 1995, Chirac reconnaît la responsabilité de la France dans les crimes commis, lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv.

Depuis les années 1990, les Français veulent connaître la vérité historique et non la légende du « tous résistants » des années 1960. Grâce à l'ouverture des archives, les historiens ont aussi considérablement avancé dans leurs travaux. En quête de vérité historique et de démythification, ils contribuent à une lecture plus lucide et plus conforme à la réalité de l'histoire. Sans totalement mettre un terme à la confrontation des mémoires, même dans les manuels scolaires des enfants.

## 2

# L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

**Les problématiques** Comment écrire après la guerre d'Algérie une histoire commune aux deux rives de la Méditerranée quand les mémoires s'affrontent ? Quel rôle pour les historiens ?

**Les chapitres du programme de Première** La guerre d'Algérie

### 1. Des mémoires qui s'opposent entre France et Algérie

#### ■ Après le conflit, le déni français

Après la chute de la IV<sup>e</sup> République et le retour de De Gaulle, il s'agit de refaire de la France une grande puissance en prenant en compte les contraintes nouvelles du mouvement de décolonisation. Les pieds-noirs reprochent à De Gaulle d'avoir lâché l'Algérie. Les harkis sont dans une position de plus en plus difficile à tenir. Quatre lois d'amnistie sont votées entre 1964 et 1982 pour les faits perpétrés par le FLN ou l'OAS en France, celle de 1982 réintègre les officiers putschistes dans leurs droits.

#### ■ Le récit officiel en Algérie

Les hommes de l'armée des frontières (combattants de l'ANL basés au Maroc et en Tunisie) se substituent aux combattants de l'intérieur et du GPRA. Des massacres de pieds-noirs (environ 5 000) et surtout de harkis (60 000) ont lieu.

Se construit le mythe d'un peuple algérien uni derrière le FLN, qui instaure un régime autoritaire. Les cérémonies officielles et les manuels scolaires enracinent cette version. La politique d'arabisation provoque dans les années 1980 le soulèvement des Berbères de Kabylie, ce qui remet en cause le discours national. Dans les années 1990, la guerre civile entre le pouvoir militaire et les islamistes du FIS déchire le pays (plus de 150 000 morts).

#### ■ En France, des mémoires qui s'affrontent

Les pieds-noirs sont pleins de rancœur contre le régime gaulliste qui a selon eux abandonné l'Algérie française. Malgré la loi de 1970 sur l'indemnisation des biens perdus en Algérie, certains sont des nostalgiques de l'OAS. Leur poids électoral est très important surtout dans le sud de la France.

Les harkis, grands oubliés de la guerre se soulèvent dans les années 1970. Les Algériens qui migrent en France dans ces années les considèrent comme des traîtres. Ils se heurtent eux aussi et leurs enfants dans les années 1980 à la montée du racisme (marche des Beurs en 1983).

Beaucoup de soldats du contingent sont revenus traumatisés de ce conflit, ils devront attendre 1974 pour être considérés comme des anciens combattants. Les officiers, soldats de métier justifient les actes de torture car ils menaient une guerre contre le terrorisme.

#### ■ Des relations d'État à État difficiles

Pour normaliser les relations entre les deux États, Giscard d'Estaing en 1975 puis Mitterrand se rendent à Alger, la première visite d'un président algérien, Bendjedid, a lieu en 1982. Le président Bouteflika demande en 2000 une repentance de la France sans l'obtenir. En 2012, le président Hollande reconnaît les souffrances algériennes dans la guerre.

► **Amnistie** : notion de droit qui décide de l'oubli de certaines fautes commises dans le passé.

► **Harkis** : combattants algériens dans l'armée française.

► **FLN** : Front de Libération national (indépendantistes algériens).

► **Mémoire et histoire** : ce sont deux représentations différentes

du passé. L'histoire est une reconstruction savante et incomplète, qui se veut objective et à vocation universelle alors que la mémoire est subjective, affective et un lien avec le passé.

► **OAS** : Organisation de l'Armée secrète (partisans de l'Algérie française).